



CENTRE HOSPITALIER
Carcassonne

**MARCHE PUBLIC
DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**

**MARCHE N° 25CNEMAPA22
FOURNITURE DE TERMINAUX TELEPHONQUES ET
ACCESSOIRES DE TELEPHONIE POUR LE CENTRE
HOSPITALIER DE CARCASSONNE ET SES ANNEXES**

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE

Article R2123-1 du Code de la Commande Publique

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

SOMMAIRE

ARTICLE PRELIMINAIRE	3
1. OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES	3
1.1. OBJET DU MARCHE	3
1.2. DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS	4
1.3. NATURE DU MARCHE	4
1.4. DUREE DU MARCHE	4
2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	4
3. QUANTITES – MONTANT DU MARCHE	4
4. CONDITIONS D’EXECUTION DES PRESTATIONS.....	5
1.1 - DISPOSITIONS GENERALES	5
1.2 - CONDITIONS DE LIVRAISON	5
1.3 - CONTROLE DES LIVRAISONS	5
5. PRIX DU MARCHE	6
5.1 - FOURNITURES REFERENCEES SUR LES BORDEREAUX DES PRIX UNITAIRES (BPU)	6
5.2 - EVOLUTIVITE DES FOURNITURES	6
5.3 - PRODUITS NON REFERENCEES SUR LE BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES	6
5.4 – AUTRES REMISES PONCTUELLES	6
5.5 - VARIATIONS DANS LES PRIX	6
6. AVANCES.....	7
6.1. AVANCE FORFAITAIRE	7
6.2. AVANCE FACULTATIVE.....	7
7. MODALITES DE REGLEMENT	7
7.1. PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENTS	7
7.2. MODE DE REGLEMENT.....	8
7.3. INTERETS MORATOIRES	8
8. PENALITES	8
9. DEFAILLANCE DU TITULAIRE	9
10. ASSURANCES	9
11. ATTRIBUTION DE COMPETENCE.....	9

- oOo -

ARTICLE PRELIMINAIRE

Les parties contractantes sont :

D'une part, le Centre hospitalier de Carcassonne, 1060 Chemin de la Madeleine – CS 40001 - 11010 CARCASSONNE CEDEX, représenté par son Directeur, appelé également « Pouvoir Adjudicateur » ou « le CENTRE HOSPITALIER »,

Et, d'autre part, le fournisseur qui conclut le marché désigné ci-après par le terme « le Titulaire ».

Le Titulaire désigne, dès la signature du marché, une ou plusieurs personnes physiques ayant qualité pour le représenter vis-à-vis du Centre hospitalier pour l'exécution du marché.

1. OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES

1.1. OBJET DU MARCHÉ

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) concernent la fourniture de terminaux téléphoniques et accessoires de téléphonie pour le Centre Hospitalier de Carcassonne et ses annexes.

Il porte notamment sur de la fourniture :

- De terminaux fixes ou DECT propriétaires ou non,
- De casques filaires ou sans fils,
- De différents types de pièces détachées pour l'entretien des terminaux existant sur le Centre Hospitalier ou ses annexes.

Ci-après, une liste non exhaustive des fournitures et matériels commandés par le CH de Carcassonne en 2024 :

- Pack ALCATEL 8244 DECT + chargeur + alimentation ;
- Pack ALCATEL 8234 DECT + chargeur + alimentation ;
- Pack GIGASET SL750 H Pro avec chargeur ;
- Alcatel 8039 ;
- Cordons téléphonique gris anthracite ;
- Combiné alcatel série 40 ;
- Hammer IRON 5;
- Casque sans fil jabra Engage 75.....

Le matériel proposé comportera tous les accessoires nécessaires à la mise en service et au fonctionnement en routine de l'ensemble (câbles, batteries...).

Le fournisseur pourra proposer des matériels reconditionnés.

Les manuels d'installations (ou montage) et d'utilisation devront être en langue française.

Il sera apprécié que le prestataire dispose, d'une hot line et/ou un service technique d'aide à l'installation des matériels et d'un site internet.

1.2. DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS

Le marché n'est pas décomposé en tranches ni en lots.

1.3. NATURE DU MARCHE

Le marché est un accord-cadre à bons de commande préalables.

1.4. DUREE DU MARCHE

Le marché est passé pour une durée d'un an à compter de sa date de notification, reconductible par reconduction tacite 3 fois un an. A chaque échéance annuelle, le Pouvoir Adjudicateur peut décider de ne pas reconduire le marché par l'envoi au Titulaire, dans un délai de 2 mois avant sa date d'échéance, d'une Lettre Recommandée ou d'un courriel avec Avis de Réception.

Lorsque le marché arrive à expiration et dans le cas où la procédure en cours pour le nouveau marché ne pourrait aboutir avant cette échéance, le présent marché sera prorogé jusqu'à la conclusion du nouveau marché.

Les bons de commandes peuvent être émis jusqu'au dernier jour du marché. La durée d'exécution des bons de commandes émis en fin de marché est conforme aux délais d'exécution indiqués par le Titulaire dans son offre.

2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe (le Bordereau de prix unitaire (BPU)) ;
- Le présent Cahier des Clauses Particulières. Le rôle du CCP est d'apporter des précisions, compléments et dérogations au CCAG-FCS, ses clauses sont applicables de manière prioritaire ;
- Le Mémoire technique ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 1^{er} Avril 2021 ;
- La réglementation en vigueur.

Le CCAG-FCS est disponible sur le site Internet www.legifrance.gouv.fr, n'est pas joint mais les parties contractantes déclarent le connaître, s'y référer et l'accepter.

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG-FCS, le présent CCP ne prévoit pas d'article récapitulant les dérogations au CCAG-FCS.

3. QUANTITES – MONTANT DU MARCHE

Le montant maximum du marché sera inférieur à 90 000 €HT pour toute la durée du marché.

4. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

1.1 -Dispositions générales

La livraison aura lieu au magasin central du Centre Hospitalier.

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché ainsi qu'aux normes françaises (NF ou équivalent), les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché.

1.2 -Conditions de livraison

La livraison des fournitures est réalisée dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

Pour toute commande envoyée avant 12h00 (Cas A), la livraison des produits concernés doit intervenir dans le délai spécifié dans l'offre de prix (24 heures à 48 heures maximum, hors week-ends et jours fériés).

Pour toute commande envoyée après 12h00 (Cas B), la livraison des produits concernés doit intervenir dans le délai spécifié dans l'offre de prix et sous 48 heures maximum (hors Week-ends et jours fériés).

Les conditions de livraison en urgence sont précisées dans l'offre du Titulaire.

Les fournitures sont accompagnées d'un bulletin de livraison indiquant :

- le nom du titulaire,
- la date de livraison,
- la référence de la commande indiquée sur le bon de commande informatique envoyé par le Centre hospitalier,
- le numéro du marché,
- la nature de la livraison,
- les quantités livrées.

Les dates et heures de livraisons sont indiquées sur les bons de commandes. En cas d'impossibilité de livrer au jour prévu, le titulaire en avise préalablement le service de la téléphonie (Monsieur JARNETIN au 04 68 24 20 86) pour convenir d'une nouvelle date de livraison, laquelle doit être exécutée dans un délai n'excédant pas une semaine à compter de la date initialement prévue.

Les frais de transport sont à la charge du titulaire (livraison franco de port).

Conformément à l'article 20.3 du CCAG-FCS, les risques afférents au transport jusqu'au lieu de destination incombent au titulaire.

Dans le cas de livraison de commande non conforme à la demande, le remboursement ou le renvoi gratuit des produits concernés sera effectué par le Titulaire du marché.

1.3 -Contrôle des livraisons

Le magasin central du Centre hospitalier réalise en présence du transporteur un examen sommaire pour contrôler l'état extérieur de l'emballage des produits (colis, palettes). Toute livraison dont l'emballage extérieur n'est pas en bon état peut être refusée.

Les autres opérations de contrôle s'effectuent dans les conditions définies aux articles 27 et 28 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-FCS, la personne publique dispose de 2 jours, à partir de la livraison, pour procéder aux vérifications et prononcer sa décision.

5. PRIX DU MARCHÉ

Les fournitures faisant l'objet du marché sont réglées à prix unitaires définitifs et fermes, franco de port et de tous frais, pour la période initiale du marché.

Le Titulaire ne peut imposer d'autres contraintes particulières (unité de vente, conditionnement, frais de port, etc...) que celles indiquées sur le bordereau des prix unitaires.

5.1 - Fournitures référencées sur les bordereaux des prix unitaires (BPU)

Par dérogation à l'article 10 du CCAG FCS, les prix à payer sont ceux applicables à la date de la commande.

Le bordereau des prix unitaires (BPU) – documents à produire – mentionnent le pourcentage de remise sur tarif consenti par produit. Le catalogue de prix de référence est celui en vigueur au moment de l'établissement de l'offre. Il doit être joint au dossier.

Le Titulaire doit facturer les prix exacts indiqués dans son offre.

5.2 - Evolutivité des fournitures

En cas d'évolution technologique durant la période d'exécution du marché, le Titulaire aura la possibilité, après accord du Centre hospitalier de Carcassonne, de remplacer certaines fournitures faisant l'objet du marché par des fournitures plus performantes ou d'intégrer au présent marché de nouvelles fournitures à condition qu'il s'engage à maintenir pour le moins la remise qu'il aura consentie lors du dépôt de son offre.

5.3 - Produits non référencés sur le bordereau des prix unitaires

Les produits de la même famille non référencés sur le bordereau des prix unitaires (BPU) bénéficient au minimum de la remise générale consentie par le Titulaire sur l'ensemble de son catalogue et mentionnée sur le BPU, et valable pour toute la durée du marché.

5.4 – Autres remises ponctuelles

Le Titulaire s'engage à informer le Centre hospitalier de toute remise complémentaire qu'il est susceptible d'appliquer ponctuellement sur les différents produits figurant au marché.

5.5 - Variations dans les prix

A l'issue de la période initiale, les prix peuvent être révisés pour chaque nouvelle période d'un an sans que leur pourcentage de remise puisse être inférieur à celui initialement consenti.

La révision est demandée par lettre recommandée avec avis de réception au moins un mois avant le terme de la période considérée, avec à l'appui un nouveau BPU et le tarif public en vigueur.

En cas de retard dans la demande de révision, les nouveaux prix s'appliquent dans un délai d'un mois après la date de réception de la lettre de demande.

Clause butoir : dans le cas où l'ajustement des prix aboutit à une hausse annuelle supérieure à 3 %, la Personne Publique peut résilier le marché sans indemnités pour sa partie non réalisée.

Clause de renégociation : sur demande du titulaire.

Si au cours de l'année, le calcul théorique entraîne une variation de +/- 5 % du prix, le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'engagent à négocier un nouveau prix.

Le titulaire devra fournir à l'administration tous les justificatifs de cette variation.

6. AVANCES

6.1. AVANCE FORFAITAIRE

Sans objet car les bons de commande émis dans le cadre du marché seront inférieurs au seuil de 50 000 € HT, conformément aux articles R2191-18, R2191-16 et R2191-3 du code de la commande publique.

6.2. AVANCE FACULTATIVE

Aucune avance facultative ne sera versée.

7. MODALITES DE REGLEMENT

7.1. PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENTS

Les factures sont établies après chaque livraison.

Les factures émises portent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom et adresse du Titulaire ;
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement ;
- le numéro du marché ;
- la désignation de la fourniture et la référence, telle qu'indiquée dans l'offre de prix ou le devis ;
- le montant hors taxes de la fourniture en question ;
- le prix des prestations accessoires ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total des fournitures livrées ;
- la date de facturation.

La facturation électronique doit passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=els1>) avec également l'indication d'un code service (indiqué sur le bon de commande du Centre Hospitalier). Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, la Personne publique rejettera la facture.

L'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission : le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

Code Service pour le Centre Hospitalier de Carcassonne : 17 INFORMATIQUE.

7.2. MODE DE REGLEMENT

Les prestations seront rémunérées par mandat selon la réglementation en vigueur dans un délai de 50 jours à compter de la réception des factures, délai bancaire non compris.

Tout litige sur une facture interrompt le délai de paiement ; le Centre Hospitalier en informe le Titulaire par courriel.

Si la facture est adressée antérieurement au service fait, le décompte du délai global de paiement intervient à compter de la date de la validation de l'intervention.

Si la facture est adressée postérieurement au service fait validé, le décompte de délai global de paiement intervient à compter de la date de réception de la facture par le Centre Hospitalier de Carcassonne.

Dans le cas où le Titulaire change de domiciliation en cours d'exécution du marché, il en informe le Centre Hospitalier par un courrier précisant le numéro et le libellé du marché concerné, le nouveau RIB ou RIP et signé par la personne habilitée à engager la société.

7.3. INTERETS MORATOIRES

Le défaut de paiement dans les délais réglementaires fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire conformément au Décret N° 2013-269 du 29 mars 2013.

8. PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités sont applicables dès le premier euro.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, les pénalités pour retard seront applicables après mise en demeure par simple courriel sur décision du Pouvoir Adjudicateur en considération du préjudice subi.

La pénalité s'applique :

- dès que le délai de livraison d'une commande est doublé par rapport au délai de livraison prévu dans l'offre du Titulaire.
- ou
- lorsque que, pour un produit en rupture de stock, le Titulaire ne propose aucune solution de remplacement.

La pénalité consiste en la gratuité de la commande concernée par le retard.

9. DETAILLANCE DU TITULAIRE

Dans le cas où le Titulaire n'effectuerait pas une prestation de dépannage dans les délais indiqués au CCP, le Centre Hospitalier peut, après mise en demeure préalable, faire exécuter ladite prestation par une autre entreprise aux frais, risques et périls du Titulaire en défaut.

10. ASSURANCES

Avant tout commencement d'exécution, le Titulaire justifie qu'il est couvert par un contrat d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile ou professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

Le Titulaire du marché devra fournir tout au long de l'exécution du marché une attestation en cours de validité.

11. ATTRIBUTION DE COMPETENCE

En cas de différend relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objets du marché, et en cas d'échec d'un règlement du litige à l'amiable entre les Parties, le Tribunal Administratif de Montpellier sera seul compétent.